



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de la Santé

Soixante-cinquième Assemblée mondiale de la Santé

Déclaration de Monsieur Mars Di Bartolomeo

Ministre de la Santé et de la Sécurité Sociale
du Grand-Duché de Luxembourg

Genève, mai 2012

Monsieur le Président,
Madame la Directrice générale,
Mesdames, Messieurs les Ministres,
Mesdames, Messieurs les Ambassadeurs,
Mesdames, Messieurs les délégués,

Si la santé est un droit pour chacun, nous savons tous que pour une grande partie de la population mondiale, ce droit reste actuellement un rêve. La dimension globale des questions liées à la Santé exige donc que tous les Etats du monde doivent conjuguer leurs efforts vers un même but. La couverture universelle est sûrement un des défis qui a besoin de la solidarité internationale pour avoir une chance de réussir.

J'aimerais remercier Madame Chan, d'avoir remis la couverture universelle à l'ordre du jour de cette Assemblée, car la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement relatifs à la santé passera par l'atteinte de cet objectif.

Le rapport sur « la santé dans le monde de 2010 » révèle que plus d'un milliard de personnes n'ont pas accès aux services de la santé dont ils ont besoin et que chaque année 100 millions de personnes tombent dans la pauvreté, parce qu'elles doivent payer ces services de leur poche. D'après

l'Organisation Internationale du Travail, seule une personne sur cinq dans le monde bénéficie d'une protection de sécurité sociale complète qui inclut également la garantie du salaire perdu en cas de maladie.

J'aimerais insister à cette occasion sur le fait que l'accessibilité de tout un chacun à des soins de qualité sans distinction de sa situation sociale n'est pas un problème qui se limite aux pays en développement et qui sont en train de construire leurs systèmes de soins.

C'est une priorité qui doit aussi préoccuper les pays dits riches.

Ce but passe par des systèmes de financement basés sur la solidarité. Or, certains pays remettent en cause ce principe de solidarité et aimeraient le remplacer par le principe du chacun pour soi.

A mes yeux, ce serait une erreur monumentale à éviter à tout prix.

En effet, il faudrait au contraire renforcer ce principe et s'en inspirer lors de la mise en place de systèmes de santé. Il est un fait que les pays qui disposent de systèmes de sécurité sociale solidaires ont mieux su éviter des fractures sociales par ces temps de crise.

Le Luxembourg, pour sa part, fera tout ce qui est en son pouvoir pour contribuer à assurer le droit à la santé à ceux qui n'en bénéficient pas encore. La Santé reste une priorité pour le Gouvernement luxembourgeois qui a consacré en 2010 plus de 10 % de son aide publique au développement à des actions de santé à travers le monde. Avec un pourcentage de 0,97% de son revenu national brut en 2011, le Luxembourg s'engage depuis des années comme partenaire et donateur fiable en essayant de contribuer au renforcement des systèmes de santé dans ses pays partenaires. Nous continuerons à soutenir la volonté de l'Union Européenne de renforcer l'efficacité de l'action européenne, afin de mieux aider les pays en développement à atteindre les objectifs du millénaire pour le développement relatifs à la santé.

La crise financière et économique, que beaucoup de pays au monde doivent affronter oblige les Etats à rechercher des solutions novatrices pour maintenir leur système viable économiquement.

Au Luxembourg aussi, afin de préserver notre système de santé basé sur la solidarité nationale, l'équité, l'accessibilité et la qualité de l'offre, nous avons récemment entamé une réforme axée sur une utilisation plus efficiente des ressources disponibles.

Il faut rester vigilant à ce que la crise économique actuelle ne sacrifie ou ne déstabilise la protection sociale.

D'ailleurs, en ma qualité également de Ministre de la Sécurité sociale, je saisis l'occasion qui m'est donné pour appuyer le projet de recommandation concernant les socles de protection sociale qui figurera à l'ordre du jour de la prochaine Conférence internationale du Travail. Il s'agit d'un outil important pour prévenir la pauvreté, les inégalités, l'exclusion sociale et l'insécurité sociale. Le Luxembourg est disposé à contribuer activement à l'élaboration d'une telle recommandation.

Mesdames, Messieurs,

Nous abordons la dernière ligne droite vers la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Nous invitons l'OMS à mobiliser les énergies de tous dans la perspective de l'échéance de 2015, y compris en vue de la réunion de haut-niveau prévue à New York en 2013. En même temps, notre organisation, nous tous, devons nous préparer pour la stratégie de développement des Nations Unies à mettre en place après 2015 en particulier dans le domaine de la santé. Les travaux de la Conférence de Rio +20 pourraient également contribuer à cette même stratégie.

Mesdames, Messieurs,

Nous avons besoin, le monde a besoin d'une Organisation Mondiale de la Santé efficace et capable d'assumer le rôle de leadership et de supervision dans le domaine de la santé.

La volonté d'instaurer une couverture universelle est résolument une tâche qui incombe à l'OMS. Nous devons tous soutenir ses efforts à aider tous les pays à renforcer leurs systèmes de santé en avançant dans l'installation d'une couverture universelle. Mme la Directrice, chère Dr Chan, je vous assure que le Luxembourg vous soutiendra durablement dans cette démarche.

Je vous remercie de votre attention.